



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA GIRONDE

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE
L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT D'AQUITAINE

Bordeaux, le 29 mars 2012

UNITÉ TERRITORIALE DE LA GIRONDE

Décharge non autorisée de la Mairie de Lanton
au lieu-dit « Bois de l'Église »
Sur la commune de LANTON

Référence Courrier : MDu -UT33-EI-12-235

Référence Préfecture :

Affaire suivie par : Matthieu Dupont
matthieu.dupont@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 05 56 24 83 49

Fax : 05 56 24 83 52

Objet : Ancienne décharge non autorisée de LANTON au lieu-dit
« Bois de l'Église »

**RAPPORT DE PRÉSENTATION AU CONSEIL
DÉPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES
RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**

I. Objet

Le conseil Général de la Gironde a fait réaliser un inventaire des décharges non autorisées exploitées dans le département dans lequel figure la décharge implantée sur la commune de LANTON, près des lieux-dit « Au pin » et « Bois de l'Église ». Dans le courant de l'année 2001, un pré-diagnostic a été réalisé par le bureau d'étude SAUNIER TECHNA qui a révélé la nécessité de procéder à la réhabilitation de l'état du site.

La visite effectuée par l'inspection, en date du 19 février 2004, a permis de constater que l'ancienne décharge avait été insuffisamment remise en état. La couverture des déchets déposés était en particulier insuffisante et des déchets étaient perceptibles au niveau des fronts. Des déchets non inertes avaient bien été déposés dans la décharge.

En conséquence, la Mairie de LANTON a fait l'objet, pour cette ancienne décharge d'un arrêté de mise en demeure de déposer un dossier de remise en état, daté du 19 mars 2004.

Par transmission du 8 juin 2004, la commune de LANTON a fait parvenir au Préfet de la Gironde, un dossier de réhabilitation, réalisé par la société EREA en mai 2004, une étude simplifiée des impacts, réalisé par la société AMDE en novembre 2001 et un diagnostic simplifié, réalisé par la

société AMDE en août 2001, de l'ancienne décharge au lieu-dit " Bois de l'Église " sur la commune de LANTON.

Par courrier du 18 août 2004, Monsieur le Préfet de la Gironde a demandé à la commune de LANTON, de compléter son étude par des analyses complémentaires des eaux souterraines du site.

Par transmission du 27 septembre 2004, la commune de LANTON nous a fait parvenir un dossier complémentaire, réalisé par la société TERE0 en juillet 2004.

Par courrier du 22 novembre 2004, Monsieur le Préfet de la Gironde a transmis les nouvelles remarques de l'inspection à la commune de LANTON. Par la suite, trois relances de Monsieur le Préfet de la Gironde, respectivement en date du 20 juin 2005, 22 février 2008 et 6 mars 2009, n'ont pas permis d'obtenir les compléments voulus.

Cependant, cette ancienne décharge communale est implantée sur une partie des terrains exploitée par la société SN CHALLENGER. Or cette société, compte-tenu de son mode de gestion, avait fait l'objet de prescriptions complémentaires, par arrêté préfectoral du 8 avril 2010, lui demandant la réalisation d'une étude de caractérisation de l'état de contamination des milieux sur son site.

Par transmission du 31 août 2010 et le 8 juillet 2011, la société SN CHALLENGER a fait parvenir, à la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde, un dossier de remise en état, réalisé par la société SOGREAH, de son site implanté au lieu-dit " Bois de l'Église " sur la commune de LANTON.

Ainsi, cette étude peut être utilisée en complément aux précédentes afin d'assurer la réalisation de la réhabilitation de l'ancienne décharge. Cette dernière ayant été exploitée par la commune de LANTON, elle sera chargée d'assurer les travaux de remise en état.

Le présent rapport fait suite à l'examen de ces documents.

II. Analyse du dossier

II.1 – Description du site

Le site est situé au milieu de la forêt landaise, à 2,5 km au Nord Est du village de Lanton, à 4 km au nord-est du Bassin d'Arcachon, sur la commune de LANTON au lieu-dit « Bois de l'Église ». Il est délimité au nord-ouest par la route départementale RD n°3 (D3 E10) et les autres orientations restantes par des parcelles boisées.

Il occupe une surface d'environ 10,9 ha, mais la surface concernée par l'ancienne décharge, d'une hauteur d'environ 6 m, au centre du site, n'a pas été évaluée. D'après les plans, l'inspection évalue la surface correspondant à l'exploitation de l'ancienne décharge communale, constituée de deux talus dénommés merlon 1 et 2 dans l'étude SOGREAH, à environ 11 000 m². Ce dépôt pourrait constituer un volume estimatif de déchets de 25 000 m³.

L'exploitation de la décharge aurait débuté en 1976. La décharge aurait été exploitée entre 1976 et 1994, l'exploitation aurait été réalisée par des dépôts sauvages de tout type de déchets hors ordures ménagères, avec brûlage des déchets verts. De 1994 à 2001, suite à l'arrivée d'un gardien, mise en place d'un tri sommaire des déchets entrants (déchets verts, déchets industriels banals, huiles usagées et batteries, etc...) et évacuation vers la décharge contrôlée d'Audenge. Depuis 2001, un tri sélectif est mis en place.

Les déchets sont constitués principalement de déchets toxiques en quantité dispersée (huiles usagées, piles, peintures, solvants, médicaments, etc...), de déchets de jardin, de déchets vert, de bois, de déblais et gravats, ainsi que de mélange de varech et de sable issus du nettoyage des plages.

II.2 – Géologie

Le site repose sur des sables fins blanchâtres, formation du Castets. Ces sables surmontent des formations d'Onesse également composées de sables ainsi que de graviers.

Dans les cinq premiers mètres, le substratum géologique dominant correspond à des sables fins blanchâtres avec présence de quelques graviers. Cette formation ne permet pas l'existence de fracture ou de faille.

II.3 – Hydrogéologie

Concernant le contexte hydrogéologique du secteur d'étude, les points d'eau, recensés par le BRGM, correspondent essentiellement à des équipements de lutte contre les incendies ou à des puits agricoles.

Le premier horizon aquifère susceptible d'être rencontré au droit de la décharge correspond à l'aquifère des sables des landes situé immédiatement sous la surface.

Le premier aquifère capté pour l'alimentation en eau potable est l'oligocène situé à 300m sous la surface. Les captages les plus proches sont situés à environ 3 km au Sud-Ouest et à 4 km à l'Ouest sur la commune de Lanton.

Le sens d'écoulement de la nappe superficielle est orienté sud-ouest, en direction du Bassin d'Arcachon. Dans cette direction on recense des ouvrages de défense incendie. Le contexte pédologique et géologique local présentant une forte perméabilité (sables fins), les transferts entre la surface et la nappe affleurante sont donc facilités.

II.4 – Hydrologie

Le territoire communal, relativement plat et faiblement incliné, est drainé par un réseau de petits cours d'eau naturels qui s'écoulent vers le Sud-Ouest, en direction du Bassin d'Arcachon, récepteur final. Le principal, le Ruisseau de "Lanton", marque la limite communale avec Audenge. Il s'écoule à 800 m au Sud-Est du site. Son affluent, le cours d'eau temporaire "Berlot du Pin", s'écoule à 450 m au Sud-Est du projet.

Ce réseau hydrographique naturel est complété sur le territoire communal par un maillage de fossés d'origine humaine (appelés localement « crastes »). Généralement asséchés en été, ils ne semblent être alimentés que lorsque l'aquifère est saturé. L'un de ces fossés, non pérenne, longe l'installation au Sud-Est. Toutefois, lors des visites de terrain du bureau d'étude, il n'a pas été constaté d'eau.

Une excavation rectangulaire, de 130 m de long sur 30 m de large environ (ancienne sablière), alimentée par les eaux de la nappe phréatique, constitue une retenue d'eau à l'extrémité Sud-Est du site.

La commune est très fortement exposée au risque de remontée de nappe phréatique. Au niveau de l'ancienne décharge, la nappe est sub-affleurante, c'est-à-dire qu'elle se trouve immédiatement sous la surface du sol, notamment en période de hautes eaux.

Le Bassin d'Arcachon, distant d'environ 4 km au Sud-Ouest, est le récepteur final naturel des eaux superficielles du bassin versant dans lequel est situé l'ancienne décharge.

II.5 – Vulnérabilité particulière

Le Bassin d'Arcachon représente une zone de pisciculture et de conchyliculture. Directement en aval du ruisseau de Lanton, il convient de noter la présence du domaine de Certes comportant de nombreux réservoirs à poissons.

Le site est implanté dans une zone forestière. La proximité de la forêt de résineux place le site dans une zone de sensibilité particulière aux incendies.

La décharge est implantée en dehors de tout site classé ou milieu naturel protégé, elle est située à proximité des espaces remarquables qui concernent le Bassin d'Arcachon ou ses abords à environ 4 km au Sud-Ouest de la décharge, notamment les zonages suivants :

- Natura 2000 - ZPS (Directive Oiseaux) : « Bassin d'Arcachon et Banc d'Arguin » (référéncée n°FR7212018, arrêté de désignation du 8 décembre 2009),
- Natura 2000 - ZPS (Directive Oiseaux) : « Prés salés d'Arés » (référéncée FR7210024),
- Natura 2000 SIC (Directive Habitat) : « Bassin d'Arcachon et Cap Ferret » (référéncée n°FR7200679, proposé comme SIC en juillet 2003),

II.6 – Analyses réalisées

- **Eaux souterraines**

En date du 19 octobre 2001, un prélèvement des eaux souterraines a été effectué dans le piézomètre amont Pz1, puis les deux piézomètres avals Pz3 et Pz2, ainsi dénommé dans l'étude AMDE de novembre 2001.

En date du 7 juin 2004, un prélèvement des eaux souterraines a été effectué dans le piézomètre amont Pz1, puis le piézomètre aval Pz3 et en date du 23 juin 2004 dans le piézomètre aval Pz4, ainsi dénommé dans l'étude TERE0 de juillet 2004.

En date du 4 juin 2010, un prélèvement des eaux souterraines a été effectué dans le piézomètre amont Pz1, puis les deux piézomètres avals Pz2 et Pz3, ainsi dénommé dans l'étude SOGREAH de septembre 2010.

- **Eaux superficielles**

En date du 19 octobre 2001, du 7 juin 2004 et du 4 juin 2010, le bassin de réserve incendie a fait l'objet d'un prélèvement d'eau de surface.

- **Sols**

En octobre 2001, un sondage à l'aplomb du dépôt (merlon 2), d'une profondeur de 10 mètres a permis de relever la nature des déchets et des terrains sous-jacents. A la suite de la foration, un tube PVC crépiné a été mis en place dans l'ouvrage afin de réaliser le piézomètre Pz2, ainsi dénommé dans l'étude AMDE de novembre 2001. Un échantillon de lixiviats a été prélevé à l'occasion de ce forage afin de réaliser des analyses.

La société SN Challenger avait effectué un prélèvement de sol en date du 2 novembre 2009 sur chacun des deux merlons 1 et 2, ainsi dénommé dans l'étude SOGREAH de septembre 2010, de l'ancienne décharge.

Enfin, dans le cadre de l'étude SOGREAH, en date du 10 juin 2010, quatre sondages ont été réalisés dans chacun des deux merlons 1 et 2 de l'ancienne décharge à l'aide d'une pelle mécanique. Ils ont été menés à une profondeur maximale de 1 mètre.

Un échantillon moyen de sol a été constitué à partir des quatre prélèvements dans les fossés réalisés à la pelle mécanique pour chacun des deux merlons du massif ancien de déchets.

Un échantillon moyen de ces deux échantillons moyens issus du prélèvement des deux massifs de déchets anciens a été constitué pour réaliser un test de lixiviation et une analyse sur lixiviat.

- **Air**

En octobre 2001, des mesures de la qualité des biogaz présents au sein de la décharge ont été réalisées au droit du sondage issu du piézomètre Pz2, ainsi dénommé dans l'étude AMDE de novembre 2001. Trois types de mesures gazeuses ont été effectuées. Elles permettent de connaître la quantité de gaz explosifs contenus dans la zone non saturée du sol, de mesurer les teneurs en CH₄, CO₂, O₂ et H₂S.

Des mesures de détection ont été réalisées lors de la réalisation des fosses tractopelles à l'aide d'un analyseur de biogaz qui permettait d'évaluer la présence ou non de biogaz.

III – Conclusions du bureau d'étude de la société SOGREAH de septembre 2010

Concernant la qualité des eaux souterraines, les analyses du piézomètre Pz1, implanté en amont hydraulique du site, montrent la présence de zinc, de cuivre et de fer à l'état de traces.

Le piézomètre Pz2, implanté en aval hydraulique du bassin étanche et du merlon le plus à l'est des déchets anciens, présente des teneurs en zinc, en cuivre et en fer à l'état de traces, mais surtout des

teneurs en hydrocarbures C10 – C40 significatives, cependant inférieures à la limite de qualité des eaux brutes destinées à l'alimentation en eau potable (arrêté du 11/01/2007).

Le piézomètre Pz3, implanté en aval hydraulique, est un piézomètre plus ancien qui présente des phénomènes de colmatage. On y retrouve des teneurs en zinc légèrement plus élevées que dans les autres piézomètres mais toujours à l'état de traces.

Les eaux ne présentent pas de contamination importante en métaux et en hydrocarbures, même si la teneur en hydrocarbures relevée au niveau du piézomètre 2 est à surveiller.

Les mesures de la cote piézométrique de la nappe sur les 3 piézomètres ne traduisent pas de présence d'eau dans les déchets. Ces derniers ne baigneraient pas dans la nappe, cependant le bureau d'étude ne précise pas le niveau de la nappe en période de hautes eaux.

Concernant la qualité des eaux superficielles, elle a été regardée par rapport aux paramètres physico-chimiques de base au niveau du bassin de réserve incendie. Aucune pollution particulière n'est à signaler.

Concernant la qualité des sols, la présence d'Hydrocarbures Totaux C10-C40 (chaînes « lourdes ») a été détectée sur quasiment l'ensemble des échantillons analysés, à l'exception du point situé au niveau du piézomètre 2. Les teneurs en hydrocarbure mesurées en 2009 et en 2010 sont dans le merlon 1, respectivement de 240 et 300 mg/kg et dans le merlon 2, respectivement de 460 et 100 mg/kg. Ces valeurs sont inférieures à la valeur de 500 mg/kg, seuil d'acceptation dans des installations de stockage de déchets inertes, mais supérieure à la valeur de 75 mg/kg, seuil des valeurs couramment observées dans les sols "ordinaires" en référence au bruit de fond géochimique issues du programme ASPITET de l'INRA sur les sols français.

La présence d'hydrocarbures au niveau des merlons des déchets anciens est une source potentielle de pollution par les hydrocarbures.

Les échantillons moyens prélevés au niveau des merlons de déchets anciens présentent des teneurs significatives en métaux, essentiellement pour le merlon 1, le plus à l'ouest. En particulier les teneurs en cadmium, cuivre, plomb, zinc et mercure (au niveau des deux merlons pour le mercure) sont supérieures aux valeurs limites de terres banalisables.

Le bureau d'étude suppose la présence de batteries de voiture dans ces merlons de déchets.

Concernant les tests de lixiviations, ils ont révélé de fortes teneurs en fraction soluble et des traces d'Antimoine.

Enfin concernant la qualité des gaz du sol, le bureau d'étude n'a détecté aucune émanation de biogaz.

Concernant la remise en état du massif de déchets anciens, la société EREA préconise :

- d'assurer le suivi régulier de la qualité des eaux souterraines et de surface présente sur le site;
- de minimiser l'impact visuel des dépôts de déchets encore présent sur le site.

Concernant la remise en état du massif de déchets anciens, la société SOGREAH préconise :

- de le laisser en place,
- de poursuivre le suivi des pollutions métalliques et aux hydrocarbures,
- d'éviter de manipuler ces massifs de déchets et de protéger le personnel amené à travailler sur sa surface,
- d'imperméabiliser le site et de récupérer les eaux de ruissellement afin de traiter ces eaux de façon à protéger l'aval du site et en particulier le Bassin d'Arcachon,
- d'assurer un suivi des teneurs en hydrocarbures au niveau des piézomètres,
- de refaire ou de nettoyer le piézomètre 2 si cela est possible.

IV. Avis de l'inspection sur le dossier et propositions

Les mesures de remise en état proposées par l'étude de la société SOGREAH nous semblent pertinentes compte tenu de la pollution constatée et du contexte hydrogéologique. Ainsi, il conviendra de couvrir le dôme de matériaux argileux par une couche de matériau drainant, puis de terre permettant la revégétalisation de la couverture afin de faciliter l'évapotranspiration et l'intégration paysagère.

Par ailleurs l'étude SOGREAH a révélé la présence d'hydrocarbures, au niveau de la zone de stockage du béton cellulaire et du piézomètre 2, qui viendrait des activités actuelles du site. Ainsi, les autres mesures de remise en état proposées par l'étude de la société SOGREAH, notamment la remise en état du piézomètre 2, d'imperméabiliser le site afin de récupérer les eaux de ruissellement et le suivi des teneurs en métaux et en hydrocarbures de la nappe, seront proposées en prescription à la société SN CHALLENGER.

Nous proposons donc, à Monsieur le Préfet, de reprendre ces préconisations, dans un arrêté complémentaire encadrant la fermeture et la remise en état du site.

Ce projet d'arrêté a été envoyé pour avis à Monsieur le Maire de LANTON. Ce dernier a transmis, en date du 2 mars 2012, un courrier informant que le preneur du bail, la société SN Challenger devait contractuellement contribuer à la réhabilitation du site et que seul ce dernier maîtrise l'évolution de ce massif de déchets. Ainsi, selon Monsieur le Maire, la commune ne saurait répondre à ses obligations de réhabilitation du site.

Cette position ne peut être retenue au sens de la réglementation des installations classées, la mairie de Lanton ayant à ce titre la qualité d'exploitant.

V. Conclusion

Compte tenu des éléments exposés dans le présent rapport, nous proposons au Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de se prononcer favorablement sur le projet de prescriptions joint en annexe.

En application du code de l'environnement (articles L124-1 à L124-8 et R124-1 à R124-5) et dans le cadre de la politique de transparence et d'information du public de ministère en charge de l'environnement, ce rapport sera mis à disposition du public sur le site Internet de la DREAL.

L'inspecteur des installations classées,


Matthieu DUPONT

PJ : Projet d'Arrêté Préfectoral
Copie à :

Annexe 1 : Localisation des prélèvements
 (Étude simplifiée des impacts réalisée par la société AMDE en novembre 2001)

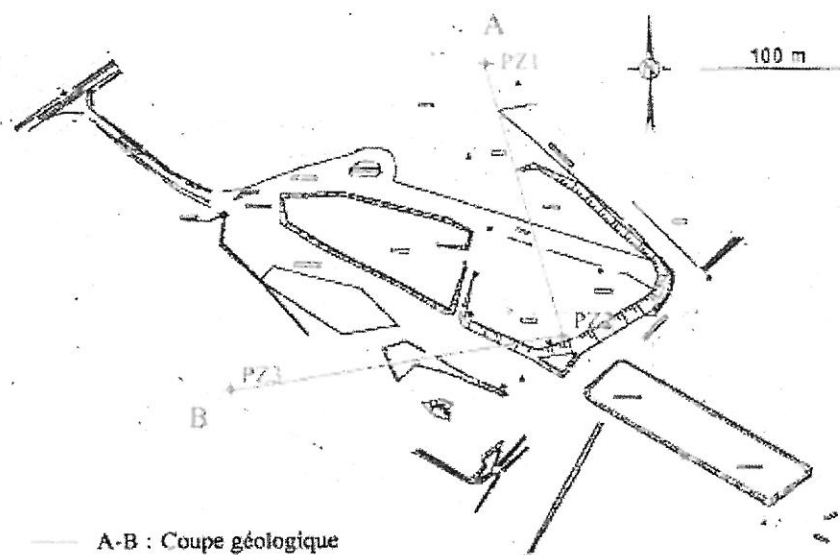


Figure n°7 : Implantation de la coupe géologique.
 (01.076 A.AP(R.03.1) 07.1)

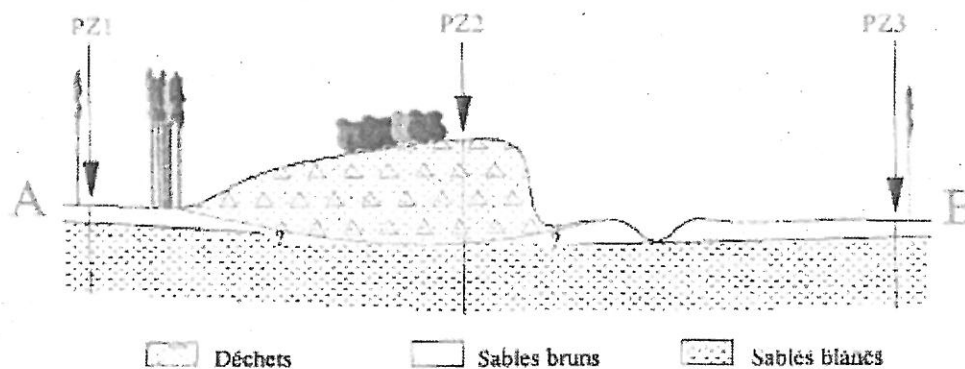
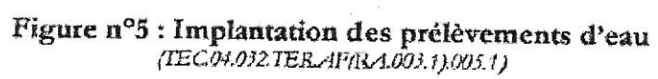
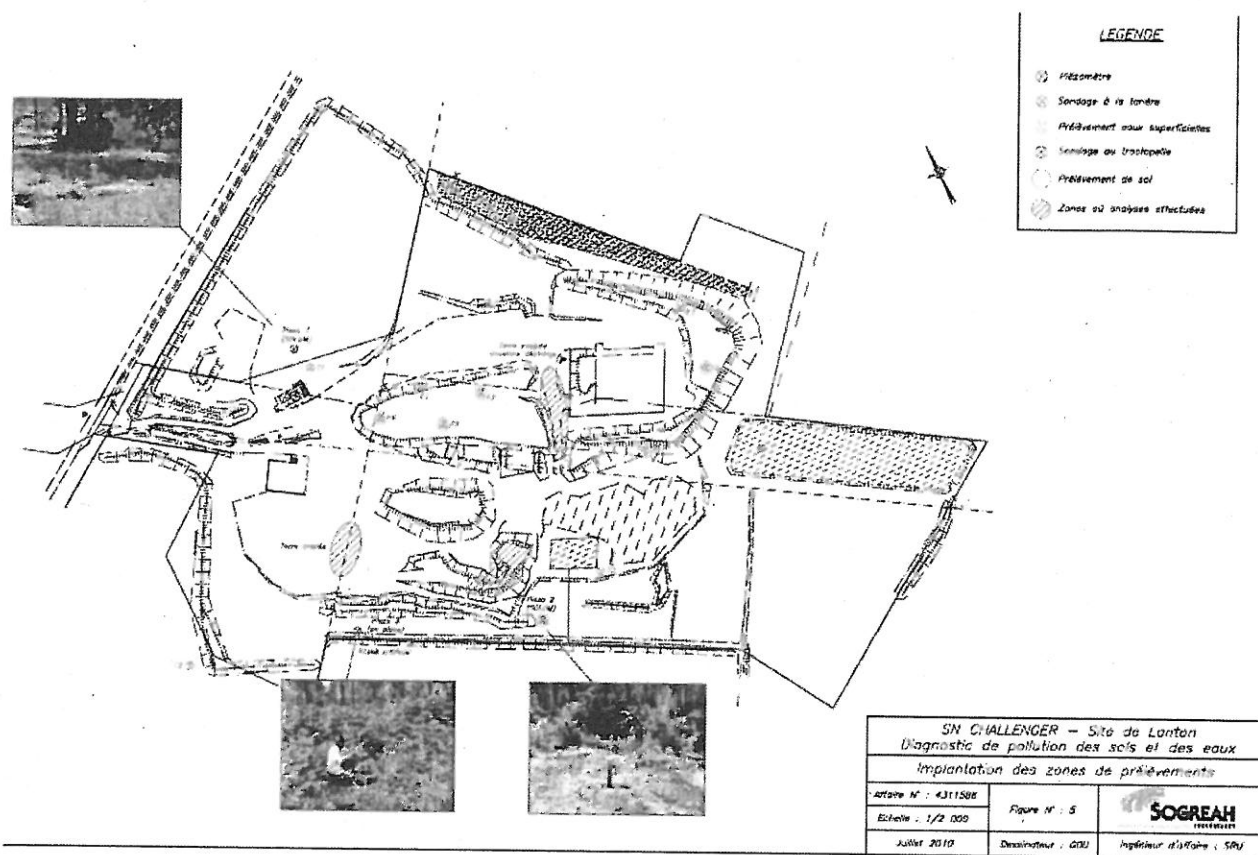


Figure n°8 : Coupe géologique de synthèse.
 (01.076 A.AP(R.03.1) 08.1)

(Suivi de la qualité des eaux souterraines réalisé par la société TERO en juin 2004)



Annexe 3 : Localisation des prélèvements
(Diagnostic de dépollution des sols et des eaux réalisé par la société SOGREAH en septembre 2010)



Annexe 4 : Liste des captages

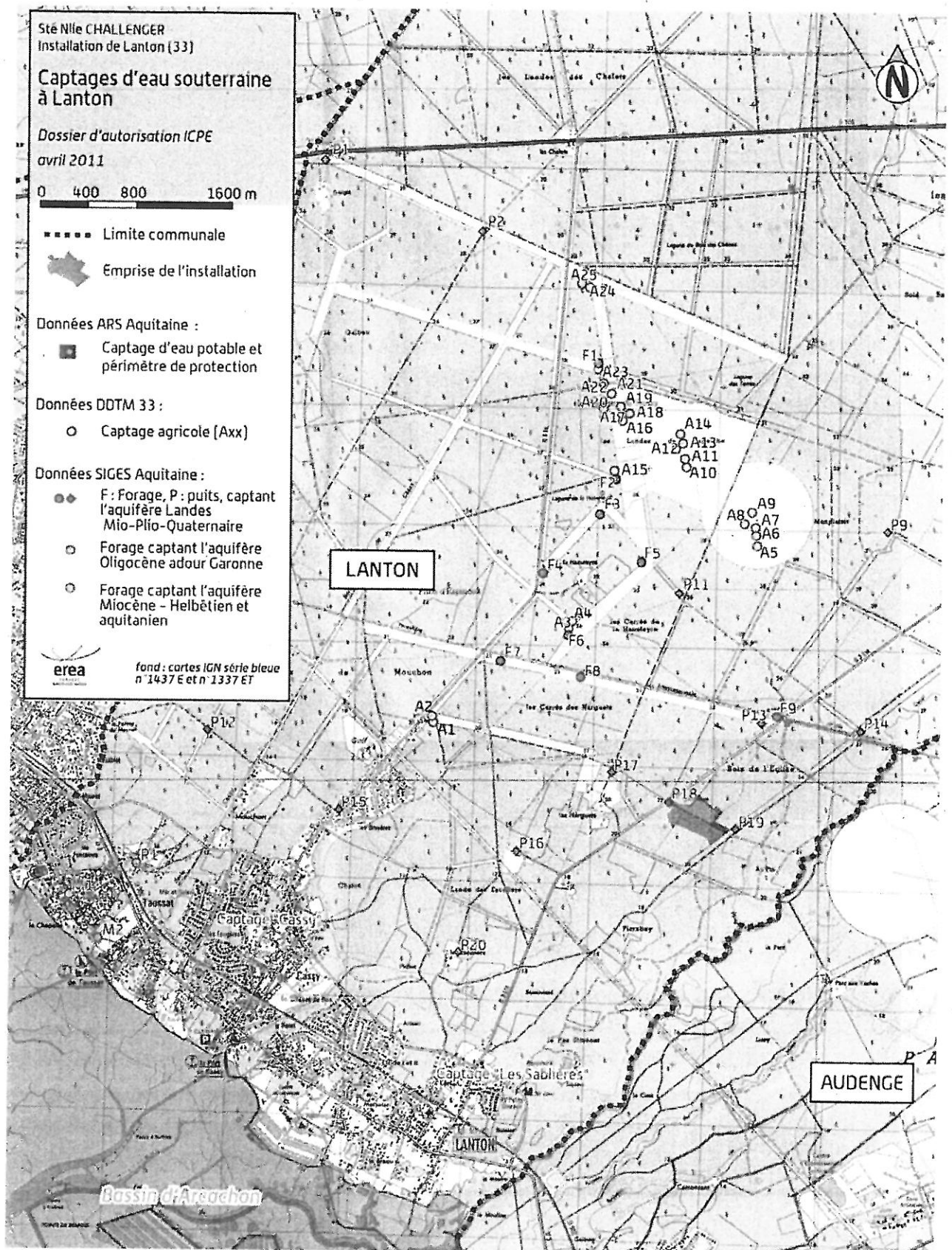
1. Captages d'alimentation en eau potable (AEP)

Nom	Aquifère	X (m) Lambert II	Y (m) Lambert II	Profondeur (m)	Débit (m³/h)	Date avis de l'hydrogéologue	Date DUP	Distance par rapport à l'installation
Les sablières	Oligocène	333 637	1 972 989	300	510	02/07/1985	09/12/1987	2,7 km (au Sud)
Cassy	Éocène supérieur	331 748	1 974 372	365	753	03/06/1997	-	3,6 km (au Sud-Ouest)
Blagon	Oligocène	341 404	1 980 536	285	152	22/09/1995	procédure en cours	8 km (Nord-Est)

2. Captage agricoles

Indice sur la carte	Aquifère	X (m) Lambert II	Y (m) Lambert II	Profondeur (m)	Débit (m³/h)
A1	Plio-Quaternaire	332 978	1 976 131	16	40
A2	Plio-Quaternaire	332 978	1 976 180	16	40
A3	Plio-Quaternaire	334 165	1 976 867	16	40
A4	Plio-Quaternaire	334 200	1 976 923	16	40
A5	Plio-Quaternaire	335 793	1 977 484	16	40
A6	Plio-Quaternaire	335 786	1 977 574	16	40
A7	Plio-Quaternaire	335 786	1 977 644	16	40
A8	Plio-Quaternaire	335 696	1 977 671	16	40
A9	Plio-Quaternaire	335 765	1 977 769	16	40
A10	Plio-Quaternaire	335 235	1 978 186	16	40
A11	Plio-Quaternaire	335 224	1 978 259	16	40
A12	Plio-Quaternaire	335 159	1 978 339	16	40
A13	Plio-Quaternaire	335 213	1 978 386	16	40
A14	Plio-Quaternaire	335 202	1 978 469	16	40
A15	Plio-Quaternaire	334 623	1 978 184	16	40
A16	Plio-Quaternaire	334 723	1 978 604	16	40
A17	Plio-Quaternaire	334 716	1 978 665	16	40
A18	Plio-Quaternaire	334 778	1 978 669	16	40
A19	Plio-Quaternaire	334 709	1 978 727	16	40
A20	Plio-Quaternaire	334 567	1 978 719	16	40
A21	Plio-Quaternaire	334 630	1 978 844	16	40
A22	Plio-Quaternaire	334 574	1 978 941	16	40
A23	Plio-Quaternaire	334 533	1 979 059	16	40
A24	Plio-Quaternaire	334 491	1 979 746	16	40
A25	Plio-Quaternaire	334 436	1 979 781	16	40

Annexe 5 : Localisation des captages d'alimentation en eau potable (AEP) et agricoles



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

Du

pris au titre du livre V, titre 1^{er} du code l'environnement, fixant des prescriptions complémentaires à la commune de LANTON au lieu-dit « Bois de l'Église » sur la commune de LANTON relatives à la remise en état d'une ancienne décharge

Le préfet de la région Aquitaine, **PRÉFET DE LA GIRONDE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**, officier de l'ordre national du mérite

VU le Code de l'environnement, Livre V, titre 1^{er} et notamment son article R 512-31 et R 512-39-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 mars 2004 mettant en demeure la Mairie de LANTON de déposer un dossier de remise en état comprenant un diagnostic de pollution et une évaluation simplifiée des risques (ESR) de sa décharge communale située au lieu-dit « Bois de l'Église » ;

VU le Plan Départemental des Déchets Ménagers de la Gironde arrêté le 15 décembre 2003 qui prévoit également une démarche de réhabilitation des anciennes décharges autorisées et non autorisées sur la base du recensement effectué par le bureau « SAUNIER TECHNA » financé par le Conseil Général ;

VU la circulaire du ministère chargé de l'environnement en date du 23 février 2004 relative à la résorption des décharges non autorisées ;

VU le courrier préfectoral du 18 août 2004 demandant à la Mairie de LANTON de compléter le dossier de réhabilitation de l'ancienne décharge communale située au lieu-dit "Bois de l'Église" ;

VU le courrier préfectoral du 22 novembre 2004 demandant à la Mairie de LANTON de compléter le dossier de réhabilitation de l'ancienne décharge communale située au lieu-dit "Bois de l'Église" ;

VU les courriers préfectoraux du 20 juin 2005, 22 février 2008 et 6 mars 2009 demandant à la Mairie de LANTON de compléter le dossier de réhabilitation de l'ancienne décharge communale située au lieu-dit "Bois de l'Église" ;

VU le rapport AMDE n°01.076.A.R.03.1 de août 2001 relatif à l'étude diagnostic simplifié de la décharge sur la commune de LANTON (Gironde) ;

VU le rapport AMDE n°01.076.A.R.03.1 de novembre 2001 relatif à l'étude simplifiée des impacts de la décharge sur la commune de LANTON (Gironde) ;

VU le rapport EREA de mai 2004 relatif à la réhabilitation de l'ancienne décharge du lieu dit "Bois de l'Église" sur la commune de LANTON (Gironde) ;

VU le rapport SOGREAH n°4311586-urb-V2 de septembre 2010 relatif au diagnostic de pollution des sols et des eaux du site de LANTON exploité par la société SN CHALLENGER ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 20 février 2004 relatifs à la visite d'inspection du 19 février 2004 et de la proposition de mise en demeure ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 29 mars 2012 ;

VU l'avis du CODERST en date du XXX ;

CONSIDERANT que la décharge sise au lieu-dit « Bois de l'Eglise » sur la commune de LANTON, a été exploitée sans l'autorisation requise et qu'elle a reçu des déchets toxiques en quantité dispersée (huiles usagés, piles, peintures, solvants, médicaments, etc...), des déchets de jardin, des déchets vert, de bois, des déblais et gravats, ainsi que des mélange de varech et de sable issus du nettoyage des plages ;

CONSIDERANT que la décharge a été exploitée par la commune de LANTON de 1976 à 1994 ;

CONSIDERANT que les eaux météoriques ruissellent dans le massif de déchets, transfèrent dans le sol et les eaux de surface les polluants par lessivage des déchets et qu'il convient de stopper le transfert des polluants dans ces deux milieux ;

CONSIDERANT le potentiel de relargage des éléments métalliques vers le milieu sous-jacent ou par ruissellement vers le milieu eaux de surface ;

CONSIDERANT que la décharge génère un impact important sur la qualité des sols, notamment en ce qui concerne le cadmium, le cuivre, le plomb, le zinc et le mercure, pour lesquels les concentrations de certains échantillons sont respectivement 2,2 fois, 5,5 fois, 1,8 fois, 6,4 fois et 3,8 fois plus élevées que les valeurs couramment observées dans les sols "ordinaires" en référence au bruits de fonds géochimique issues du programme ASPITET de l'INRA sur les sols français ;

CONSIDERANT que la présence éventuelle de travailleurs susceptible de fréquenter le site (employé de la société SN CHALLENGER...) peut générer un danger pour ces derniers en cas de contact direct avec la pollution des sols ;

CONSIDERANT la présence d'usages piscicole et conchylicole des eaux de surface en aval hydraulique éloigné ;

CONSIDERANT que les bureaux d'étude EREA et SOGREAH proposent des recommandations pour la réhabilitation du site, notamment par la couverture des déchets afin de respectivement limiter l'impact visuel des dépôts de déchets encore présent sur le site et de limiter les manipulations de ces massifs de déchets ;

CONSIDERANT dès lors qu'il y a lieu de remettre le site de la décharge dans un état permettant de garantir la sécurité des personnes et la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT que le projet d'arrêté a été communiqué à l'exploitant ;

SUR PROPOSITION de Mme le Secrétaire Général de la Préfecture de Gironde ;

ARRETE

Article 1 - Exploitant titulaire des prescriptions

La commune de LANTON, ci-après désigné par "l'exploitant", dont le siège social est situé 18 avenue de la Libération à LANTON (33138), est tenu de remettre en état la décharge sise au lieu dit "Bois de l'Eglise" à LANTON et d'en assurer le suivi conformément aux dispositions du présent arrêté.

Article 2 - Situation de la décharge

La décharge est située sur la commune, le lieu-dit, la section et les parcelles suivants :

Commune	Lieu-dit	Section	Parcelles
LANTON	Bois de l'Eglise	C	277, 280, 282, 284, 285 et 286

Le site distingue 2 zones d'enfouissement des déchets représenté en annexe 3 :

- la zone, implanté en partie sur les parcelles 277, 280, 282, 285 et 286 dénommé "merlon 1"
- la zone, implanté en partie sur les parcelles 277, 284, 285, 286, dénommé "merlon 2"

Article 3 - Remise en état du site

3.1. Remodelage et couverture

L'emprise de la décharge concernées par la réhabilitation, les merlons 1 et 2, doit être débroussaillée. Les déchets doivent être remodelés, compactés et reprofilés de manière à constituer des dômes avec des pentes d'au moins 3%.

La couverture de ce dôme doit être constituée, de bas en haut :

- d'une couche compactée de matériaux argileux d'une épaisseur de 0,5 m,
- d'une couche de 0,1 mètre minimum d'épaisseur de matériau sain drainant,
- une couche de terre végétale de 0,3 mètre minimum d'épaisseur, engazonnée.

Toute solution alternative à la couverture susmentionnée pourra être mise en place afin d'obtenir un système au moins équivalent en terme de perméabilité. Cette solution devra être soumise à l'accord préalable de l'Inspecteur des Installations Classées.

3.2. Captage du biogaz

La mise en place d'un dispositif de captage du biogaz débouchant sur des événements comprenant un biofiltre est judicieusement répartie.

3.3. Eaux de ruissellement

L'exploitant réalise un fossé périphérique, sur toute la périphérie de la couverture de la zone confinée, permettant de récupérer les eaux pluviales et de les acheminer vers un réseau d'eau de surface.

Article 4 - Programme de travaux

L'exploitant devra fournir dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté un programme définitif décrivant les travaux à effectuer. Les mesures nécessaires doivent être prises pour assurer la stabilité des talus de la zone de stockage reprofilée.

L'exploitant prendra un assistant à maîtrise d'ouvrage indépendante du prestataire, maître d'œuvre, en charge des travaux de dépollution. La mission est de suivre et contrôler les opérations de dépollution et la réalisation des mesures de gestion. Il sera chargé du contrôle des opérations de dépollution au fur et à mesure de leur

avancement sous la responsabilité de l'exploitant. Après achèvement des travaux, cette organisation établit et transmet alors à l'exploitant un rapport comportant une synthèse de l'ensemble des contrôles réalisés.

Les travaux de remise en état exigés par le présent article devront être réalisés avant le 30 avril 2013. A cette date, l'exploitant devra fournir un rapport final décrivant les travaux effectués, validé par l'assistant à maîtrise d'ouvrage évoqué ci-dessus.

Article 5 - Clôture

Le site est clôturé sur toute la périphérie des parcelles visées à l'article 2 du présent arrêté, par un grillage en matériaux résistants.

L'exploitant devra prendre les mesures nécessaires pour éviter les dépôts sauvages sur ou à proximité du site.

Le site est régulièrement entretenu à l'aide d'engins adaptés et dans des conditions permettant de préserver l'intégrité de la couverture du dôme visé au 3.2 du présent arrêté. Un débroussaillage régulier doit être assuré pour éviter l'apparition et le développement d'arbres à hautes tiges ou d'arbustes.

Article 6 - Surveillance des eaux souterraines

En cas de défaillance de l'exploitant de l'installation classée en activité sur le site, le titulaire du présent arrêté effectuera la surveillance des eaux souterraines, conformément au présent article.

6.1. Réseau de surveillance

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages existants suivants :

Dénomination de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond)	Profondeur de l'ouvrage
Pz1	Amont	Aquifère superficiel	7 m
Pz2	Aval	Aquifère superficiel	7 m
Pz3	Aval	Aquifère superficiel	5 m (actuellement 2,8 m)

6.2. Programme de surveillance et suivi piézométrique

6.2.1. Programme de surveillance

Deux campagnes annuelles de prélèvements et d'analyses doivent être réalisées dans les cinq ouvrages de surveillance visés à l'article 6.1 du présent arrêté.

Les prélèvements, les conditions d'échantillonnage et les analyses doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de références qui peuvent être les normes de potabilité en vigueur ou le bruit de fond géochimique.

Les paramètres à analyser sont :

Paramètre			
Nom	Code SANDRE*	Nom	Code SANDRE*
pH	1302	Ammonium (NH ₄ ⁺)	1335
Conductivité à 20°C	1304	Chlorure (Cl ⁻)	1337
DBO ₅	1313	Sulfates (SO ₄ ²⁻)	1338
Carbone Organique	1841	Phosphore Total (PO ₄ ³⁻)	1350

Azote Global	1551	Indice Hydrocarbure	1442
Azote Kjeldahl	1319	Indice Phénol	1440
Paramètre			
Nom	Code SANDRE*	Nom	Code SANDRE*
Antimoine (Sb)	1376	Mercure (Hg)	1387
Arsenic (As)	1369	Cadmium (Cd)	1388
Plomb (Pb)	1382	Chrome total (Cr)	1389
Zinc (Zn)	1383	Cuivre (Cu)	1392
Nickel (Ni)	1386	Fer (Fe)	1393

*Chaque paramètre de suivi des principales substances susceptibles de polluer les eaux souterraines est désigné par son nom usuel et son code SANDRE, s'il existe.

6.2.2. Suivi piézométrique

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site (lorsque le traçage est possible : au minimum, trois piézomètres - un amont et deux en aval - pour réaliser une carte piézométrique).

A chaque campagne de prélèvement, le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyses une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

6.3. Entretien et maintenance

L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir la protection de la ressource en eau vis à vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Les piézomètres du site doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadénassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site.

Les puits localisés hors du site, sur des propriétés publiques ou privées, doivent faire l'objet d'une convention relative aux conditions d'accès et de réalisation des prélèvements signée avec chacun des propriétaires concernés.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

6.4. Suivi, interprétation et diffusion des résultats

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des contrôles périodiques accompagnés de commentaires, avant la fin du mois qui suit chacune des mesures. La transmission des résultats par voie électronique est envisageable. Dans ce cas, l'exploitant conserve les documents sous format papier et les tient à la disposition de l'inspection des installations classées sur une durée de cinq ans.

Pour la présentation des résultats relatifs à la surveillance des eaux souterraines, l'exploitant se reportera à l'annexe 2.

6.5. Abandon de la surveillance pour certaines substances

Les modalités de surveillance ci-dessus pourront être aménagées ou adaptées, au vu des résultats d'analyses prévus à l'article 6.2.1.

Dans le cas où l'exploitant souhaite demander l'abandon de la surveillance pour certaines substances, il demande à l'inspection des installations classées, la suppression de la surveillance des substances dans les eaux souterraines, par des propositions dûment argumentées.

Au préalable à ces arguments, il devra être clairement établi, après 3 années de campagne de mesures successives que la surveillance réponde à au moins l'une des **3 conditions suivantes** :

- Les eaux souterraines amont sont responsables de la présence de la substance dans ces eaux ;
- Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont strictement inférieures à la limite de quantification (LQ) définie pour cette substance, cette dernière est inférieure ou égale aux normes de potabilité en vigueur ;
- Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont inférieures aux normes de potabilité en vigueur ou au bruit de fond géochimique.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un tableau tel que mentionné à l'article 6.2.1 des substances dont le suivi est conservé et un tableau des substances dont il propose l'abandon du suivi.

Article 7 - Restriction d'usage et servitudes d'utilité publique

L'emprise des parcelles, visées à l'article 2 du présent arrêté, est soumise aux interdictions ci-après :

- de construction de toute nature,
- de travaux de voirie sauf ceux nécessaires à l'accès du site et à son entretien,
- de tous travaux d'affouillements, de sondage et de forage,
- de cultures agricoles, potagères et de pâturage.

Sans préjudice des réglementations applicables aux parcs photovoltaïques, l'implantation éventuelle d'une telle installation sur l'emprise des déchets peut être admise sous les conditions particulières suivantes :

- l'exploitant devra en préalable adresser à l'inspection des installations classées un dossier technique décrivant le projet et démontrant la compatibilité de cet usage avec la décharge. Ce dossier devra notamment :
 - démontrer que les panneaux photovoltaïques seront fixés au sol de façon à ce qu'ils ne nuisent pas à la couverture et à la stabilité du massif,
 - permettre de déterminer les mesures propres à réduire la probabilité et les conséquences d'un éventuel incendie et en justifier l'efficacité.
- Le projet et les propositions de l'exploitant au travers de ce dossier devront avoir reçu l'accord préalable du Préfet via un courrier et le cas échéant via un arrêté fixant d'éventuelles prescriptions complémentaires.

En vue de l'institution de servitudes d'utilité publique selon la procédure simplifiée prévue à l'article L. 515-12 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu de transmettre à M. le Préfet de la Gironde, deux mois avant la fin des travaux de réaménagement du site, un dossier comportant notamment les documents suivants :

- une notice de présentation faisant l'historique et la synthèse des études et des travaux réalisés,
- un plan de situation du site,
- un plan parcellaire faisant ressortir le périmètre concerné par les servitudes avec l'affectation des parcelles,
- la liste des propriétaires et leur coordonnées,
- une proposition de règles de servitudes en fonction de la nature des travaux réalisés et des impacts constatés,
- un dossier technique comportant l'étude hydrogéologique, le diagnostic pollution et les travaux de réaménagement du site.

Article 8 - Cession

Lors de cession des terrains, le propriétaire est tenu d'informer l'acheteur, par écrit, de la nature des activités qui ont été exercées sur le site ainsi que des études et des travaux de réhabilitation qui y ont été réalisés et

des restrictions d'usage prescrites à l'article 7. Les rapports d'études susvisés doivent pouvoir être consultables par l'acheteur. Une copie du présent arrêté doit lui être remise.

Article 9 - Suivi

Le programme de suivi décrit aux articles ci-dessus est prévu pour une période d'au moins trente ans.

Quatre ans après le démarrage de ce programme l'exploitant adresse un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale.

Sur la base de ces documents, l'inspection des installations classées peut proposer une modification du programme de suivi.

L'exploitant adresse, au moins six mois avant le terme de la période de suivi post-exploitation, un dossier de cessation définitive d'activité au préfet.

Ce dossier comprendra les informations suivantes :

- le relevé topographique détaillé du site,
- l'analyse détaillée des résultats des analyses d'eaux souterraines pratiquées depuis au moins 5 ans,
- une étude sur l'usage qui peut être fait de la zone exploitée et couverte, notamment en terme d'urbanisme et d'utilisation du sol et du sous-sol,
- en cas de besoin, la surveillance qui doit encore être exercée sur le site.

Article 10 - Sanction

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions pénales et administratives prévues par le Code de l'Environnement et la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement à l'encontre de la Mairie de LANTON.

Article 11 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article R 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 12 - Affichage

Une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie de LANTON et pourra y être consultée par les personnes intéressées. Il sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Article 13 - Ampliation et exécution

- le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
- le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine,
- les inspecteurs des installations classées placés sous son autorité,
- le Maire de la Commune de LANTON,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une ampliation leur sera adressée, ainsi qu'à la Mairie de LANTON.

Le PREFET,

Annexe 1 : Modèle de déclaration d'un forage dans la BSS

PRINCIPALES INFORMATIONS POUR LA DECLARATION D'UN FORAGE DANS LA BANQUE DE DONNEES DU SOUS-SOL	
DEPARTEMENT :	COMMUNE :
RAISON SOCIALE :	
ADRESSE OU LIEU D'IMPLANTATION DE L'OUVRAGE :	
DATE DE REALISATION DE L'OUVRAGE :	
PROPRIETAIRE DE L'OUVRAGE (si différent de la raison sociale) :	
MAITRE D'ŒUVRE :	
ENTREPRENEUR :	
TECHNIQUE UTILISEE :	
Coordonnées géographiques : Lambert 2 Étendu / Lambert 93 (entourer la bonne réponse)	
X =	m ; Y = m
A défaut de coordonnées, joindre une carte du site montrant la localisation des ouvrages	
ALTITUDE DU FORAGE (m NGF) : Nivelé ?	
HAUTEUR DU REPERE DE MESURE PAR RAPPORT AU SOL :	
TYPE : FORAGE, Puits, PIEZOMETRE, SOURCE (entourer la bonne réponse)	
PROFONDEUR DE L'OUVRAGE (m) :	
DIAMETRE de L'OUVRAGE (CELUI DES CREPINES) (cm) :	
PROFONDEUR DU SOMMET DES CREPINES (m) :	
HAUTEUR CREPINEE (m) :	
NATURE DE L'EQUIPEMENT : Tube PVC, tube Acier, ...	
UTILISATION DE L'OUVRAGE (entourer la bonne réponse)	
SURVEILLANCE DE LA QUALITE DES EAUX SOUTERRAINES	
SUIVI PIEZOMETRIQUE DE LA NAPPE	
INDUSTRIELLE	
COLLECTIVE (Piscine, Stade)	
PRIVEE (arrosage d'un jardin, d'une pelouse)	
ALIMENTATION EN EAU POTABLE	
AGRICOLE	
AUTRE (PRECISER) :	
Merci de joindre tout document disponible : carte de localisation du site, carte de localisation des ouvrages, coupe géologique, coupe technique.	
Fiche et documents à envoyer à l'adresse suivante : BRGM Aquitaine - Parc Technologique EUROPARC 24, avenue Léonard de Vinci - 33600 PESSAC pour toute demande d'information, appeler le 05.57.26.52.70	

Annexe 2 : Modèle de format des résultats d'autosurveillance

IDENTIFICATION DU PIEZOMETRE							
Codification locale	N° BSS	Profondeur	Niveau piézométrique	Nivellement			
ANALYSES							
Fréquence	Date						
RESULTATS							
Code SANDRE	Nom du paramètre	Méthode	Unité	Résultat	Valeur de référence	Origine de la valeur de référence	Évolution sur 3 ans
COMMENTAIRES							

Annexe 3 : Emprise de la décharge concernées par la réhabilitation : "Merlons 1 et 2"

